N.B : cette préparation ne peut être administrée par les sages-femmes qu'en cas d'hémorragie post-partum et après l'évacuation totale de la cavité utérine (enfant et placenta).

7) ocytotiques

oxytocine 2UI AMP.INJ

oxytocine 5UI AMP.INJ

N.B : il y a lieu de se conformer dans la prescription aux indications données par la fiche technique établie dans le cadre du programme national de périnatalité.

8) antihypertenseurs

N.B : il y a lieu de se conformer dans la prescription aux indications données par la fiche technique établie dans le cadre du programme national de périnatalité.

9) antihistaminiques et sédatifs

prométhazine : AMP.INJ.

10) immunoglobulines humaines spécifiques anti-d.

11) vaccins

selon le calendrier national de vaccination.

12) vitamines

vitamine D2 gttes buv

vitamine D2 AMP.INJ

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur du 14 novembre 1996, portant modification de l'arrêté du 4 mai 1995, fixant le montant de la bourse nationale des études supérieures en France.

Le ministre de l'enseignement supérieur,

Vu la loi n° 89-70 du 28 juillet 1989, relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, telle que modifiée par la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992, portant loi de finances pour la gestion 1993,

Vu le décret n° 86-688 du 10 juillet 1986, relatif aux bourses nationales et aux prêts universitaires au profit des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, ensemble les textes qui l'ont modifié et notamment le décret n° 95-464 du 25 mars 1995,

Vu l'arrêté du 28 juillet 1986, fixant les modalités d'attribution des bourses nationales d'études supérieures et des prêts universitaires, tel que modifié par l'arrêté du 29 mars 1995,

Vu l'arrêté du 19 décembre 1991, fixant les modalités d'octroi de la bourse nationale d'études supérieures en Europe,

Vu l'arrêté du 4 mai 1995, fixant le montant de la bourse nationale des études supérieures en France,

Arrête :

Article premier. - Les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté du 4 mai 1995 susvisé sont modifiées comme suit :

Article premier (nouveau). - Le montant mensuel de la bourse nationale (allocation de subsistance) servie aux étudiants tunisiens poursuivant leurs études supérieures des premier, deuxième et troisième cycles en France, est fixé à

l'équivalent en dinars tunisiens de deux mille huit cent (2800) francs français.

Cette allocation est servie sur dix (10) ou douze (12) mois selon le cycle d'études.

Des tranches supplémentaires de 15 jours ou 1 mois peuvent être accordées lorsque les conditions d'études l'exigent.

Article 2 (nouveau). - Les étudiants visés à l'article premier du présent arrêté, bénéficient également :

- d'un titre de transport octroyé selon les modalités fixées à l'article 3 du présent arrêté

- d'une allocation pour l'achat des fournitures scolaires fixée à l'équivalent en dinars tunisiens de deux mille huit cent (2800) francs français

- de la prise en charge des frais d'inscription, de scolarité et de couverture sociale

- d'une aide à titre de contribution aux frais d'impression de thèse, après justification et au terme des études doctorales, fixée à l'équivalent de deux mille huit cent (2800) francs français, et ce, dans un délai ne dépassant pas 6 mois après le service de la dernière mensualité de bourse.

Les étudiants âgés de plus de vingt six (26) ans non concernés par le régime de couverture sociale des étudiants, bénéficient de la prise en charge par l'administration de ces frais à concurrence de l'équivalent en dinars tunisiens de deux mille quatre cent (2400) francs français par an.

Art. 2. - Le présent arrêté prend effet à compter du 1er octobre 1996.

Tunis, le 14 novembre 1996.

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur

Dali Jazi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du ministre de l'agriculture du 14 novembre 1996, fixant la liste des imprimés administratifs utilisés par les services du ministère de l'agriculture et des établissements sous sa tutelle.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 86-1233 du 4 décembre 1986, fixant les attributions du ministère de l'agriculture, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le décret n° 87-779 du 21 mai 1987, portant organisation du ministère de l'agriculture, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le décret n° 94-1692 du 8 août 1994, relatif aux imprimés administratifs et notamment son article 16,

Arrête :

Article premier. - La liste des imprimés administratifs utilisés par les services relevant du ministère de l'agriculture et les établissements sous sa tutelle, est fixée comme suit :

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 14 novembre 1996.

Le Ministre de l'Agriculture

M'Hamed Ben Rejeb

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Arrêté du ministre de l'industrie du 12 novembre 1996, portant premier renouvellement du permis de recherche de substances minérales du second groupe dit permis "Zarat".

Le ministre de l'industrie,

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines,

Vu le décret du 13 décembre 1948, instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation de substances minérales du 2ème groupe, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu la loi n° 85-93 du 22 novembre 1985, portant ratification du décret-loi n° 85-9 du 14 septembre 1985, instituant des dispositions spéciales concernant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux,

Vu la loi n° 87-9 du 6 mars 1987, portant modification du décret-loi susvisé,

Vu la loi n° 90-56 du 18 juin 1990, portant encouragement à la recherche et à la production des hydrocarbures liquides et gazeux,

Vu la loi n° 91-7 du 11 février 1991, portant approbation de la convention, du cahier des charges et leurs annexes signé à Tunis le 5 avril 1990 entre l'Etat Tunisien d'une part, l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP) et la société coho international ltd (COHO) d'autre part,

Vu la loi n° 94-40 du 7 mars 1994, portant approbation de l'avenant n° 1 modifiant la convention et ses annexes relatives au permis "Zarat",